

Capital-risque : du cash et des conseils

Le marché du capital-risque en France arrive à maturité et nombreuses sont les start-ups high-tech à en profiter. Au-delà de l'apport financier, les sociétés de capital-risque ne sont pas avares de conseils.

Vous ne connaissez pas None Networks ? Pourtant, cette société parisienne a trouvé un sacré créneau : la fourniture d'accès à Internet. Rien d'original a priori, sauf que None Networks achète en gros, à France Télécom, des minutes de communication locale et utilise une procédure de *call back* pour connecter ses usagers. La société compte se payer sur la marge entre les prix d'achat et de vente de ces minutes de télécommunication – elle assure en détenir plus de 2 milliards. Astucieux, et, en tout cas, les investisseurs y croient : None Networks vient de lever 160 millions de francs auprès de cinq investisseurs : CFI, Sofinnova, Cita, Nomura et 3i Group. « On a l'impression qu'il suffit de prononcer les mots *téléphone mobile* ou *Internet pour ramasser les liasses* », s'amuse un cadre d'un important fonds d'investissement. On n'en est pas encore là. Mais avec, selon l'opérateur de recherche de capitaux Chausson Finances, une capacité annuelle d'investissement d'environ 4 milliards de francs dans les *start-ups* (tous domaines confondus), les sociétés de capital-risque ont atteint une taille critique en France.

Succès du modèle californien

Certes, on est encore loin des 85 milliards investis par 450 fonds américains durant l'année 1998, mais les faits sont là : contrairement à une idée reçue bien ancrée, les investisseurs sont bel et bien présents dans l'Hexagone. Et

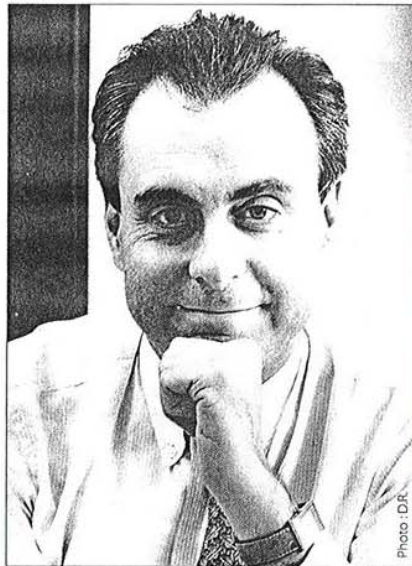


Photo: DR

contrairement à un autre lieu commun, ils ne sont pas si frileux que cela.

« Il y a trois raisons à ce développement du capital-risque », explique Christophe Chausson. *D'abord, l'investissement en actions profite de la baisse des produits obligataires et de l'immobilier. Ensuite, les richesses créées par des sociétés américaines, notamment celles qui œuvrent sur le réseau Internet, ont valeur d'exemple en France. Enfin, on trouve également des projets, nombreux et de qualité. À force d'en parler, créer une entreprise est devenu un sujet à la mode. Aujourd'hui, un ingénieur X-télécoms ne sou-*

« Les richesses créées par des sociétés américaines, notamment celles œuvrant sur le Web, ont valeur d'exemple en France. »

Christophe Chausson
associé de Chausson Finances

haïte qu'une chose, c'est de monter sa start-up. Alors qu'auparavant, il voulait surtout grimper les échelons à France Télécom... » Pour Christophe Chausson, l'acte fondateur du capital-risque dans l'Hexagone remonte à la fin de l'année 1994, lorsque l'éditeur de logiciels Business Objects s'introduit au Nasdaq. Cette épopée réussie de la petite *start-up* française prouve la difficulté de trouver des capitaux en France pour financer sa croissance. Les dirigeants de la Société des Bourses françaises réagiront rapidement, avec la création du Nouveau Marché. Celle-ci a fait beaucoup de bien, par ricochet, au capital-risque en permettant à des entreprises high-tech une introduction facilitée en Bourse : c'est à ce moment-là, généralement, que les investisseurs récupèrent leur capital valorisé. Aujourd'hui donc, les capitaux sont là. Cependant, il ne faudrait pas croire pour autant que la poule aux œufs d'or est arrivée. « Le marché est aussi professionnel qu'il l'était déjà il y a un an, relativise Jérôme Fougerat, le Pdg de SOLSoft, qui vient de lever, en avril dernier, 30 MF/4,5 M€ pour son second tour de table – après un premier à 9 MF/1,3 M€, en janvier 1998. « Ce n'est pas plus facile aujourd'hui. Avant, il y avait peu de fonds, mais peu de projets aussi. Maintenant, il y a des fonds importants, mais les projets se multiplient. C'est un cercle vertueux qui évolue peu. »

Les investisseurs attirés par les nouvelles technologies

D'autant que les entreprises ne sont pas toutes égales face au capital-risque. Si les nouvelles technologies sont bien représentées, c'est sur-

LE CAPITAL-RISQUE EN CHIFFRES

Selon l'Association française des investisseurs en capital (Afic), qui fête ses quinze années d'existence, le marché de l'investissement capitalistique a atteint l'année dernière en France, tous domaines d'activité confondus, 11,7 MdF/1,7 Md€ en 1998, dont 3,7 MdF/564 M€ dans les entreprises « technologiques ». Les sommes allouées aux capitaux d'amorçage et de création ont représenté environ 800 MF/122 M€.

Chausson Finances, lui, a recensé 110 *start-ups*

françaises dans le domaine des technologies de l'information, qui ont levé 675 MF/103 M€ en 1998 auprès d'une vingtaine de sociétés de capital-risque. Un chiffre en augmentation de 80% par rapport à 1997. Près de 50% des investissements concernent les logiciels et les télécommunications, le commerce électronique ne représentant pour l'instant que 1% du total. Le quinté de tête des investisseurs est le suivant : CDC Innovations, Spéf, Innovacom, Galileo et 3i Group.